

«Une lenteur inquiétante»

BIENNE La délégation des autorités pour l'A5 s'est réunie hier. Elle se dit soucieuse du retard pris dans le processus de dialogue autour de la branche Ouest.

PAR MARJORIE SPART

Hier, en fin d'après-midi, Hans Werder a fourni un rapport oral à la délégation des autorités pour l'A5. Il a évoqué l'avancée du travail réalisé par le groupe de dialogue qui se penche sur l'avenir de la branche Ouest du contournement de Bienne par l'A5. Et, celui qui chapeaute le groupe de dialogue, n'a pu que rapporter ce que les opposants et les partisans de la branche Ouest ont constaté lors de leur dernière séance plénière: le processus de dialogue est très lent (notre édition du 19.9). Trop lent pour la délégation des autorités, qui a mis sur pied ce groupe de dialogue il y a moins d'un an, pour qu'il esquisse une variante de la branche Ouest susceptible de trouver l'adhésion d'une large majorité de la population.

Clore la controverse

«Oui, nous sommes inquiets par l'absence de percée», a soutenu Erich Fehr, qui s'est fait le porte-parole de la délégation présidée par le conseiller d'Etat Christoph Neuhaus. «Nous craignons aussi que le groupe n'arrive pas à proposer de solution viable jusqu'en juin 2020.»

Insatisfaite de l'avancement des travaux, la délégation a arrêté différentes mesures «de manière assez formelle», a souligné le maire de Bienne. Elle a précisé le mandat du groupe de dialogue: celui-ci devra clore la controverse autour de la branche Ouest en élaborant une solution largement soutenue par les parties impliquées dans le processus de dialogue, dans les délais et le budget impartis (1,2 mios de francs). «Une consultation populaire ne doit pas avoir lieu avant que le groupe de dialogue se mette d'accord sur une solution», a prévenu Erich Fehr qui estime qu'une consultation populaire se tiendra de toute manière «dans un second temps».

La délégation précise aussi que le groupe de dialogue doit se concentrer en priorité sur «la résolution des problèmes de circulation sur l'axe Marais-de-Brügg – Vigneules», écrit-elle dans un



C'est sous la présidence de Christoph Neuhaus (photo) que la délégation des autorités a écouté le rapport de Hans Werder. A/MAK

communiqué. «Nous lui demandons de se pencher sur ce tronçon, parce que c'est justement lui qui soulève la contestation. Les opposants à l'axe Ouest n'ont jamais rejeté le tunnel de Port. Autant l'exclure des débats», a expliqué Erich Fehr, rejetant l'idée que la délégation tentait de limiter le champ d'action du groupe de dialogue en évinçant d'autres variantes, notamment celle qui pourrait passer par le Seeland. «On pourra toujours étudier ces variantes dans un second temps.» Le maire de Bienne a aussi recentré le débat: «Gardons en tête que l'on se trouve dans la résolution d'un problème de trafic.»

Nouveau rapport en février

Les autorités fédérales, cantonales et communales prendront une décision sur la suite des démarches après avoir pris connaissance de la recommanda-

tion du groupe de dialogue. «Nous rappelons que l'objectif est d'apporter une solution à laquelle va adhérer une large majorité», a plaidé Erich Fehr. A titre personnel, le maire de Bienne s'est dit confiant dans le succès de cette démarche: «Ce ne sera pas facile, mais possible si toutes les parties font preuve de bonne volonté et trouvent un large consensus pour la branche Ouest.» Le pire

scénario qui pourrait arriver: «Qu'aucune solution ne soit proposée par le groupe de dialogue.»

La délégation attend de Hans Werder qu'il l'informe de l'avancement des travaux en février 2020. Cela lui permettra d'évaluer les chances d'arriver à une solution consensuelle avant la fin juin 2020. Et de statuer sur la suite du processus de dialogue.

De qui parle-t-on?

La délégation des autorités pour l'A5 comprend des représentants des autorités communales, cantonales et fédérales. Elle accompagne le projet d'autoroute depuis plusieurs années.

Le groupe de dialogue sur la branche Ouest est composé d'opposants et de partisans au tronçon autoroutier, ainsi que des autorités de Bienne et Nidau. Dirigé par Hans Werder, il doit proposer une version acceptable de la branche Ouest jusqu'à fin juin 2020. MAS

Les nouveaux panneaux sont en route

BRANCHE EST

La signalisation en allemand sera remplacée par des panneaux bilingues ces prochaines semaines.

La branche Est de l'A5 ne sera bientôt plus une entorse au bilinguisme. La Ville de Bienne a informé hier que les panneaux dans les deux langues seront installés «ces prochaines semaines». Pour rappel, la signalisation sur le tronçon est uniquement en allemand depuis la mise en service du contournement autoroutier, en octobre 2017. Depuis, la Ville, le Forum du bilinguisme et le Conseil des affaires francophones de Bienne n'ont cessé d'exiger auprès de la Confédération des panneaux qui respectent la minorité francophone. Après s'y être longtemps refusé, le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) a finalement accepté cet été de modifier la signalisation sur le tronçon (Le JdJ du 5 juillet).

La Ville ne paiera rien

«Biel-Ost» va donc prochainement se transformer en «Biel/Bienne – Ost/Est», «Biel-Süd en Biel/Bienne – Süd/Sud», «Biel-Mett en Biel/Bienne – Mett/Mâche» et Bözigenfeld en «Biel/Bienne – Industrie». La sortie sera aussi signalisée en deux langues par le panneau «Ausfahrt/Sortie» et les fréquences radio seront indiquées tant pour la Suisse alémanique que pour la Suisse romande. Le coût de la nouvelle signalisation est pris en charge par la Confédération et le canton de Berne. DNI

«Ils ont dénaturé la plage publique!»

BIENNE Le conseiller de ville socialiste Pierre Ogi accuse le Conseil municipal d'orchestrer une «privatisation latente» de la Plage de Bienne.

La Plage de Bienne est-elle en train de perdre son statut d'espace public? C'est ce que redoute Pierre Ogi. «On se dirige vers une privatisation, voire une vente», déplore le conseiller de ville socialiste. Dans une interpellation déposée lors de la dernière séance parlementaire, l'élue dénonce les manifestations privées organisées «cette année encore à de trop nombreuses reprises» dans le périmètre de la plage. Il accuse aussi la CTS SA, l'entreprise qui exploite les lieux pour le compte de la Ville, de n'avoir «aucun égard pour le public». «Le Conseil municipal entend-il poursuivre cette privatisation latente ou bien estime-t-il nécessaire de redonner à la plage son statut de plage publique pour le public?», s'insurge encore Pierre Ogi.

Le socialiste n'en est pas à son coup d'essai. Il avait déjà critiqué «l'utilisation abusive de des fins commerciales» de la plage dans une interpellation déposée à la fin de l'année passée. Le Conseil municipal avait réfuté l'accusation et rappelé que la tenue



Pierre Ogi ne veut plus que la plage de Bienne accueille des événements privés. ARCHIVES

de manifestations privées était autorisée dans le contrat qui lie la CTS à la Ville. Contactée, l'entreprise indique que le nombre d'événements privés organisés à la plage n'a pas explosé cet été. «Il y en a eu trois, en plus du Lakelive, comme en 2018. Elles ont duré un ou deux jours et se trouvaient dans des zones où elles déran-

geaient le moins possible les baigneurs», détaille Sven Ziörjen, responsable marketing et qualité à la CTS. Il ajoute que l'entreprise refuse chaque année des demandes afin de limiter les désagréments pour les usagers. Selon les responsables, les plaintes et les réclamations de la population sont «marginales». «L'entrée à la plage est gratuite lorsque des événements sont organisés. Et le prix de l'abonnement saisonnier a été réduit pour compenser la gêne occasionnée.»

Pour Pierre Ogi, cette compensation «ridicule» ne masque pas le fond du problème: «La CTS dénature les lieux juste pour faire plus de fric», s'emporte-t-il. Le Conseil municipal a six mois pour répondre à son interpellation. «Elle n'a rien de contraignant, mais elle me permettra de m'exprimer à la tribune du Conseil de ville», explique-t-il. «Pour le reste, le PSR songe sérieusement à lancer une initiative populaire pour que la plage redevienne un lieu exclusivement réservé à la population.» DNI

EN
BREF

CHEMIN DES LANDES

Le pont à nouveau ouvert aux camions

Le pont du chemin des Landes, qui passe au-dessus de la semi-autoroute Bienne-Lyss, peut de nouveau être emprunté par les camions jusqu'à 28 tonnes. La dalle de la chaussée du pont avait été endommagée par un poids lourd fin 2018. Seuls les véhicules jusqu'à 3,5 tonnes étaient autorisés. Grâce à des mesures de renforcement provisoires, les camions peuvent désormais y circuler. Un assainissement complet du pont est prévu pour 2022. Les travaux dépendent des décisions concernant la branche Ouest de l'A5. C-MAS

PUBLICITÉ

Christa Markwalder **Werner Salzmann**

Au Conseil des États
Faisons avancer ensemble le canton de Berne!

2^e tour de scrutin
17.11.19
Votre voix compte.